

Burundi : un nouveau gouvernement pour un nouveau départ politique ?

Afrik, 6 août 2025 Alors que le Burundi cherche à renforcer sa stabilité politique, un nouveau gouvernement a été formé dans un contexte de grande recomposition institutionnelle. Ce remaniement ministériel, mené après des élections sans véritable opposition, est une forme de recentrage du pouvoir autour du parti CNDD-FDD. Si la nouvelle équipe promet de répondre aux défis socio-économiques, sa composition exclusivement partisane suscite des interrogations sur l'avenir de la démocratie burundaise. [Photo : Passation de pouvoir entre le nouveau Premier ministre Nestor Ntahontuye (à g) et son prédécesseur Gervais Ndirakobuca (à d)]

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Le Président burundais a procédé, mardi soir, à un profond remaniement ministériel en nommant un nouveau gouvernement. Ce changement intervient après les élections parlementaires, communales et sénatoriales de juin et juillet derniers. Désormais dirigé par Nestor Ntahontuye, ancien ministre des Finances, le nouveau cabinet est composé de 13 ministres, contre 15 précédemment. Fait marquant : seuls trois ministres de l'ancienne équipe ont été reconcés ce qui confirme la rupture avec le gouvernement sortant et l'ouverture vers de nouveaux visages. Un gouvernement monocolore du CNDD-FDD Ce renouvellement intervient dans un contexte politique très particulier. Le parti présidentiel, le CNDD-FDD, a remporté haut la main les élections législatives avec un score impressionnant de 96,2% des voix. Aucun des 33 autres partis en lice n'a atteint le seuil minimum de 2% pour entrer à l'Assemblée nationale. En conséquence, le paysage institutionnel burundais est désormais monopolisé par le parti au pouvoir, ce qui soulève des inquiétudes sur la pluralité démocratique. Le gouvernement nommé est donc exclusivement issu du CNDD-FDD, renforçant la mainmise du parti sur toutes les institutions du pays. Les élections qui ont mené à ce remaniement ont été marquées par une faible participation de l'opposition, certaines formations dénonçant un climat peu propice à une compétition équitale. Le CNDD-FDD, ex-mouvement rebelle devenu parti au pouvoir depuis 2005, a ainsi conforté sa domination sans réelle concurrence. Dans ce contexte, la composition du nouveau gouvernement pourrait être perçue davantage comme une consolidation du pouvoir qu'une ouverture politique. La forte majorité parlementaire du parti présidentiel lui permettra d'appliquer son programme sans obstacles envengure. Vers quels objectifs pour le nouveau cabinet ? Avec un nouveau Premier ministre et une équipe largement renouvelée, le gouvernement est attendu sur plusieurs fronts. Sur le plan économique, le pays reste confronté à des défis importants : pauvreté persistante, chômage élevé et dépendance à l'aide extérieure. Nestor Ntahontuye, réputé pour sa rigueur budgétaire, est attendu pour gagner la confiance aux bailleurs et stimuler la croissance. Sur le plan social, les attentes de la population sont fortes, notamment en matière d'éducation, de santé et d'infrastructures. Ce nouveau gouvernement pourrait également servir de tremplin en vue de l'élection présidentielle de 2027. Selon la Constitution du 18 juin 2018, le mandat présidentiel est de sept ans tandis que ceux des députés et sénateurs sont de cinq ans. Le chef de l'État, en reconfigurant son équipe autour de figures fidèles, semble vouloir poser les bases d'une continuité politique. Reste à savoir si cette homogénéité gouvernementale favorisera la stabilité ou si elle nourrira des tensions dans une société burundaise en quête d'alternance et de diversité politique. Thomas Yonkeu

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});